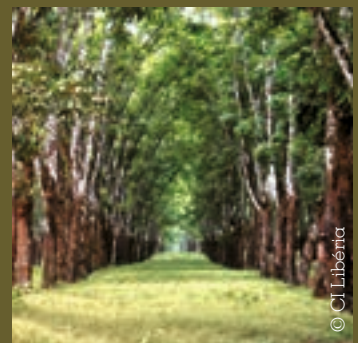


Profil du pays LIBÉRIA

Cadre Intégré Renforcé (CIR)

pour l'assistance liée au commerce dans les Pays les moins avancés (PMA)





RÉSUMÉ

D'après le classement de l'*Enquête Doing Business* de la Banque mondiale, en 2009, le Libéria figurait parmi les meilleurs pays réformateurs à l'échelle mondiale et régionale. Il a toutefois baissé dans le classement général, passant de la 152^{ème} place en 2010 à la 155^{ème} en 2011, mais s'est nettement amélioré concernant quatre indicateurs, notamment l'octroi de permis de construire.

La facilitation des procédures de création d'entreprises, la réduction des frais liés à l'octroi de permis de construire et l'accélération des échanges par la mise en place d'un guichet unique ont valu au Libéria d'être aujourd'hui classé deuxième économie de la région pour ce qui est du rythme de réforme.

Le Libéria a adhéré au programme du Cadre intégré (CI) en 2007 et a tenu son atelier national de validation de l'Étude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC) en juillet 2008. En octobre 2009, le premier projet du Cadre intégré renforcé (CIR) destiné au Libéria a été approuvé. Ce projet a permis de mettre en place l'Unité Nationale de Mise en Œuvre (UNMO), dont le rôle est de conseiller le Ministre du commerce et de l'industrie en matière de négociations commerciales et de facilitation des échanges.

La Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) du Libéria couvre la période 2008-2011 et définit la vision globale du Gouvernement et les grandes

voies qu'il entend suivre en vue de parvenir à une croissance et à un développement rapides, inclusifs et durables. Cette stratégie d'accélération de la croissance économique s'articule autour de trois axes:

- reconstruire l'infrastructure de base, et particulièrement les routes;
- assurer le redémarrage des grands secteurs d'exploitation des ressources naturelles, en faisant en sorte que les bénéfices en soient largement redistribués; et
- réduire les coûts de production en vue de parvenir à terme à une économie diversifiée, capable de produire dans des conditions concurrentielles et, un jour, de fabriquer des articles manufacturés et de fournir des services.

En 2008, un atelier conjoint sur l'EDIC et la SRP a été consacré aux questions commerciales touchant les secteurs de production du Libéria.

Parmi les priorités thématiques nationales de la Matrice des Actions de l'EDIC du Libéria figurent la politique macro-économique, les services financiers, le climat de l'investissement, les douanes et la facilitation des échanges, l'agriculture, les industries extractives, l'industrie du bois et la pêche.



CARTE DU MONDE



LIBÉRIA

Pays du CIR:

| | | | |
|--------------|---------------|----------------------|---------------|
| Afghanistan | Gambie | Mozambique | Sénégal |
| Angola | Guinée | Népal | Sierra Leone |
| Bangladesh | Guinée-Bissau | Niger | Soudan du Sud |
| Bénin | Haïti | Ouganda | Soudan |
| Bhoutan | Iles Salomon | République | Tanzanie |
| Burkina Faso | Kiribati | centrafricaine | Tchad |
| Burundi | Lesotho | République dém. du | Timor-Leste |
| Cambodge | Libéria | Congo | Togo |
| Cap-Vert | Madagascar | Rép. dém. populaire | Tuvalu |
| Comores | Malawi | lao | Vanuatu |
| Djibouti | Maldives | Rwanda | Yémen |
| Erythrée | Mali | Samoa | Zambie |
| Ethiopie | Mauritanie | Sao Tomé-et-Principe | |

FAITS ET CHIFFRES

Superficie: 111.369 km²

Population: 3.800.000 habitants

Taux de croissance de la population (2009): 4,2%¹

Taux de croissance réel du PIB: 9,4%

PIB (2009): 0,9 milliard de dollars EU²

PIB par habitant, PPA: 358 dollars EU

Principales exportations: caoutchouc, bois d'œuvre, fer, diamants, cacao, café

Taux de pauvreté (pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollar EU par jour): 83,7%

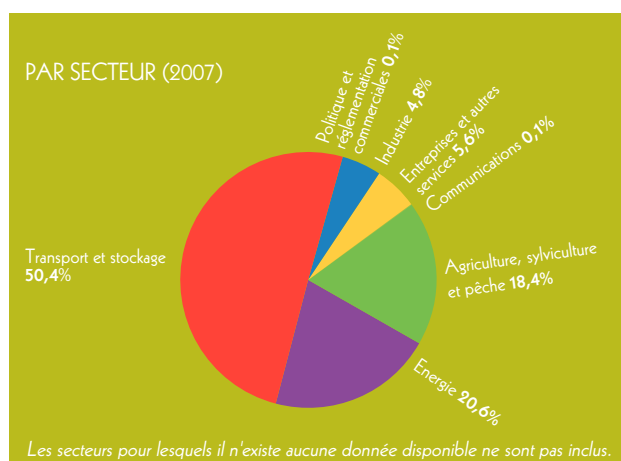
Indice de développement humain (2006): 176/179

Flux d'Aide pour le commerce: versements en 2007, 5,2 millions de dollars EU
(engagements, 88,6 millions de dollars EU)

Aide-mémoire sur le régime de commerce extérieur présenté officiellement en vue de l'accèsion à l'OMC

Aide pour le commerce: panorama 2009

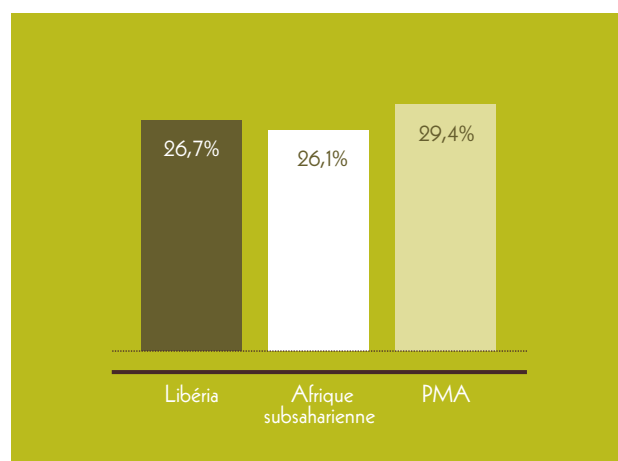
FLUX D'AIDE POUR LE COMMERCE



Aide pour le commerce: panorama 2009

PART DANS L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (APD)

Part de l'Aide pour le commerce dans l'APD par secteur par rapport aux moyennes régionales et par groupe de revenu (moyennes 2006-2007)



Aide pour le commerce: panorama 2009

¹Banque mondiale, *Indicateurs du développement dans le monde*

²Banque mondiale



CONTEXTE



C'est avec une énergie palpable et une perspective dynamique que le Libéria se tourne vers l'avenir, laissant derrière lui un lourd passé marqué par 14 années de guerre civile et l'un des exemples d'effondrement économique les plus graves jamais enregistrés dans le monde, le PIB du pays ayant chuté de 90% entre 1987 et 1995.

Le coût de l'activité commerciale au Libéria est extrêmement élevé du fait des formalités administratives, des coupures d'électricité et des prix non compétitifs qui atteignent 45 centimes par kilowatt d'électricité (contre 8 centimes au Ghana), ainsi que du manque important de routes et d'infrastructures, objet de la principale réforme demandée par les Libériens. À cela s'ajoute une génération qui n'a pas eu accès à l'éducation; aujourd'hui, l'investissement repart lentement à la hausse et de nombreux membres de la diaspora reviennent au Libéria pour mettre leurs compétences au service du développement du pays.



Bien que l'on puisse encore apercevoir des bâtiments et infrastructures en ruines à Monrovia et dans les zones environnantes, le Libéria suit de toute évidence une trajectoire ascendante et le commerce joue un rôle essentiel dans l'accélération du développement du pays. Cela est dû en partie à la mise en place du programme du Cadre intégré renforcé (CIR) au sein du Ministère du commerce et de l'industrie du Libéria, programme qui a constitué un véritable moteur de progrès.

Le commerce est perçu comme un moyen de renouer avec la croissance économique (4,6% en 2009) et de relever les défis du développement durable – 64% de la population vivant toujours en dessous du seuil de pauvreté. Cette vision est étayée par un soutien politique important, ainsi que par une bonne compréhension et une définition claire des besoins du pays. L'Unité Nationale de Mise en Œuvre (UNMO) du CIR, qui travaille avec les ministères, les partenaires de développement et d'autres parties prenantes pour coordonner les activités liées à la politique industrielle et commerciale, s'est attaquée à ces défis et a montré dans quelle mesure il était possible d'induire un changement progressif sur le terrain.





RÉSULTATS



Intégration du secteur privé – rencontre entre les représentants de la Banque africaine de développement, du CIR et de la Chambre de commerce

Il a fallu réunir toutes les parties intéressées pour édifier les bases d'un commerce qui serve le Libéria, et en particulier les communautés pauvres.

Le programme du Cadre intégré renforcé (CIR) a marqué le lancement de cette coordination et de cette collaboration en matière de politique commerciale. L'Étude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce (EDIC) réalisée en 2008 a permis de réunir la communauté commerciale du Libéria (représentée par des membres du secteur privé, du Gouvernement et de la société civile) pour convenir des activités les plus importantes parmi une liste de neuf défis identifiés lors de consultations. En outre, chose essentielle, l'étude a été réalisée parallèlement à l'élaboration de la Stratégie de Réduction de la Pauvreté (SRP) afin de garantir le lien entre le commerce et le développement.

Premiers résultats:

- Le Ministère du commerce et de l'industrie a automatisé son registre national des sociétés et a réduit le délai nécessaire à l'enregistrement des entreprises; les réformes ont permis au Libéria de remonter dans le classement de l'*Enquête Doing Business* de la Banque mondiale et ainsi de passer de la 167^{ème} place en 2008 à la 152^{ème} en 2010.
- Une augmentation du revenu de 6% et de 1 million de dollars EU par mois est attendue de la simplification des formalités administratives et de la réduction des délais et des coûts liés au dédouanement et aux formalités portuaires. Le temps de traitement est désormais de trois à cinq jours (et de deux à trois jours selon qu'il est nécessaire ou non de mener une inspection



physique des marchandises), contre huit à dix jours auparavant.

- La déclaration de permis d'importation est désormais requise uniquement pour l'importation de produits alimentaires et de médicaments, et le seuil au-delà duquel les marchandises doivent être soumises à une inspection avant expédition a été porté de 1.000 dollars EU à 3.000 dollars EU. Le Ministère des finances a également engagé des mesures de lutte contre la corruption par le biais d'une campagne visant à "stopper les fuites".
- Le port de Monrovia est devenu plus compétitif dans la sous-région et un guichet unique a été mis en place pour faire le lien entre les institutions douanières, commerciales et autres.
- L'Initiative pour la transparence dans les industries extractives a été mise en œuvre au Libéria, l'un des rares pays au monde à inclure des produits de la sylviculture. L'embargo sur les exportations de bois a été levé et des réformes ont été menées pour faire en sorte que ce commerce profite aux communautés situées dans les zones d'abattage.



- Des activités d'ouverture vers le public et de sensibilisation ont été organisées dans les domaines des politiques commerciale et fiscale dans le cadre de la campagne de sensibilisation aux questions fiscales menée en 2009/2010 par le Ministère des finances. L'Unité Nationale de Mise en Œuvre (UNMO) a soutenu cette campagne au moyen de programmes et d'émissions radiodiffusées, d'affiches et de publicités, ainsi que par la mise en place de procédures douanières et de dédouanement en ligne, la communication de renseignements sur la franchise de droits et l'éducation en matière fiscale. Le programme du CIR a également permis de lancer une campagne de soutien en 2010.
- Le Gouvernement a révisé le Code d'incitation à l'investissement conformément aux meilleures pratiques internationales et a établi la Commission de réforme foncière, qui est chargée d'examiner le régime foncier et l'enregistrement, d'établir la propriété et de commencer à redistribuer les terres. Il a également formulé des politiques commerciales et industrielles modernes qui doivent encore être validées.
- Le nouveau laboratoire des normes du Libéria est opérationnel et fonctionne avec l'aide de l'ONUDI, également soutenue par une étude du cadre normatif récemment approuvée.



PERSPECTIVES FUTURES

Il est évident que le Libéria doit aujourd'hui faire fond sur les bases déjà édifiées et se concentrer sur les secteurs les plus prometteurs à court, moyen et long termes. Même si la portée du Cadre intégré renforcé (CIR) pourrait exclure de nombreux projets de grande envergure, le programme est mis en œuvre en partenariat avec la Banque africaine de développement et vient en appui aux travaux de cette dernière qui visent à renforcer à l'avenir les institutions commerciales du Libéria.



© CI Libéria

- D'autres efforts témoignent du potentiel offert; ainsi, le Gouvernement a attiré 1,6 milliard de dollars EU d'investissement étranger direct dans le secteur de l'huile de palme grâce à des partenariats, ce qui a permis de créer 25.000 emplois.
- Dans le même temps, dans le secteur de la pêche, le montant des investissements attendus s'élève à 10 millions de dollars EU et des mesures ont été instaurées pour lutter contre les activités illicites et réformer le secteur.

En outre, de nouveaux projets soutenus par le CIR sont en cours de réalisation et ont pour objectif de travailler avec les communautés afin de les aider à entrer sur le marché et à élever leur niveau de vie grâce au commerce. L'agriculture est un secteur prioritaire lorsqu'il s'agit de créer une croissance au service des populations pauvres et de garantir à la fois la sécurité alimentaire et la création d'emplois dans les zones rurales. Le pays manque encore cruellement d'installations de stockage et d'entrepôts pour assurer la bonne conservation des produits avant leur mise sur le marché ou leur exportation vers le reste du monde.

Le projet de renforcement des capacités des petits exploitants, qui est en cours d'élaboration, consisterait à abandonner l'agriculture de subsistance au profit d'une agriculture commerciale à petite échelle afin d'augmenter les exportations. Cette démarche constitue une première étape essentielle pour de nombreuses communautés rurales.

- Les premiers plans concerneraient cinq pépinières accueillant trois cultures exportables (le manioc, le piment rouge et le plantain) et prévoieraient la construction de 15 entrepôts répartis dans trois comtés (Bong, Nimba et Lofa), qui constituent les plus grands centres de population en dehors de la capitale et qui sont surnommés "la corbeille à pain du Libéria".



© CIR

- Bientôt, plus de 500 agriculteurs auront accès à des variétés de semences améliorées et seront formés à l'utilisation de nouveaux outils pour cultiver les terres agricoles, ce qui stimulera l'emploi et augmentera les revenus des communautés pauvres des zones rurales devant accueillir la plupart des plantations. Le projet aidera également un grand nombre d'anciens combattants qui n'ont pas accès à l'éducation ou à la formation et comptera sur la participation des femmes, déjà largement présentes dans le secteur agricole. Il vise à augmenter les revenus des agriculteurs en les faisant passer, en moyenne, de 200 dollars EU à 3.000 dollars EU par hectare et par an sur une période de trois ans.
- D'autres projets en cours visent à faire fond sur ces initiatives pour soutenir la mise en place de chaînes de valeur solides, l'élaboration de normes, l'augmentation de la production et la réduction des déchets concernant des cultures agricoles prioritaires, les femmes étant appelées à en bénéficier le plus.

Un brillant avenir s'offre au Libéria, ainsi qu'à ses entrepreneurs, négociants et agriculteurs, qui attendent de pouvoir concrétiser les possibilités commerciales du pays, que ce soit au niveau national, régional ou mondial. Les perspectives à long terme, aussi bien dans le secteur du tourisme qu'en tant que plate-forme commerciale régionale, montrent à quel point le pays va s'éloigner de son passé pour se concentrer sur le commerce durable indispensable à la prochaine génération. Toutefois, le soutien de la communauté internationale, apporté par les investisseurs et les partenaires de développement, est aussi un élément crucial de cette vision du succès.

Êtes-vous prêts à vous impliquer et à participer à l'histoire de développement du Libéria par le commerce?

Pour en savoir plus, consultez:
www.eifliberia.com et www.enhancedif.org



© CIR

